



attac

Le Courriel d'information

n°263 – Vendredi 07 Septembre 2001.

LE CAPITALISME MAGIQUE

Dans ce numéro

1- Gênes à la lumière italienne

Il s'agit de relancer la dialectique entre conflit et consensus en étant bien conscient que, quoique déjà considérable, le soutien aux raisons du mouvement est potentiellement bien plus grand. Il faut donc déterminer les formes de lutte, les actions et les langages les plus efficaces pour mettre en crise l'ordre néolibéral et élargir le soutien social à nos alternatives politiques. Cette analyse est suivie d'un témoignage. Un infirmier de Bolzaneto : "Je n'ai jamais vu tant de violence." Marco Poggi témoigne de l'ambiance qui s'était créée à la caserne rapidement transformée en prison.

2- Soutenons la Marche bleue

Partis le 10 août d'Espagne, quelques centaines de marcheurs espagnols se relaient d'étape en étape, le long du delta de l'Èbre puis à travers la France et ce jusqu'à Bruxelles afin de protester contre la situation dramatique dans laquelle s'enfoncent leur pays. Ils sont le fer de lance d'un grand mouvement populaire qui a déjà mobilisé des centaines de milliers de personnes en Espagne

3- Le postsocialisme et la mondialisation en Hongrie

Le marché libre a provoqué l'apparition d'énormes inégalités économiques et des monopoles géants limitant la libre concurrence. Ces évolutions remettent en question les résultats démocratiques des systèmes parlementaires multipartites et restreignent considérablement la souveraineté des Etats nationaux - au moins dans les pays qui n'appartiennent pas au centre (du monde développé). Parallèlement, la liberté de l'individu et la mise en valeur des différences donnent naissance à de plus en plus de mouvements racistes, sous la bannière de la défense des minorités.

4- Le capitalisme magique.

" C'est que, me répondit mon interlocuteur, nous sommes en présence d'un capitalisme magique. " C'est à dire, une instance spécifique de la pensée irrationnelle qui interprète la réalité à partir de présupposés qui ne sont pas vérifiables empiriquement.

5- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Gênes à la lumière italienne

Par Raffaele Laudani

Avec la tête et le coeur encore à Gênes, j'ai lu l'intervention de Rossana Rossanda publié il y a quelques jours dans le journal le Manifesto et les commentaires de Luca Casarini et Pierluigi Sullo. Pour ceux qui, comme le soussigné, n'ont connu 68 et ses ramifications historiques qu'à travers les livres et les documentaires, et se retrouvent à vivre leur première grande expérience de mouvement contestataire, la discussion qui s'est ouverte a une signification politique réelle. En effet, il n'y a aucun doute que Gênes a marqué un bouleversement profond quant au destin du mouvement anti-libéral. A Gênes, l'enfance du mouvement s'est terminée, avec sa charge de naïveté et d'absence de préjugés. Les très nombreuses personnes qui à Gênes, emportées par l'enthousiasme, sont descendues dans la rue

pour la première fois, ont découvert combien sont grands l'enjeu et le défi qui nous attendent. Je crois qu'il est clair pour tous que le succès du mouvement et de ses idées dépendra aussi des choix que ferons dans les prochains mois. Rossanda a donc bien fait d'ouvrir le débat en raisonnant sur l'efficacité des formes de lutte, et c'est dans ce même esprit que je voudrais contribuer à la discussion. .

Rossanda a raison quand elle souligne que l'activité des Black bloc à Gênes a eu pour unique résultat politique de favoriser " objectivement " la répression sauvage des forces de l'ordre et de ramener à sa juste mesure le succès politique du GSF , qui les jours précédents la mobilisation, s'était présenté comme l'unique sujet politique antagoniste, en contraignant entre autres le centre-gauche à d'embarrassantes pirouettes pour ne pas être débordé et emporté par le mouvement. Et la



attac

question ne peut être liquidée simplement avec les infiltrations fascisantes et policières à l'intérieur des Black parce que c'est justement une certaine façon de participer à la mobilisation qui a rendu ces infiltrations faciles et indolores. .

Et cependant, je crois que Rossanda se trompe quand elle affirme que la lutte du mouvement ne se joue pas sur les symboles. C'est vrai que le pouvoir crée les symboles, et pas le contraire ; mais c'est vrai aussi que si l'on ne débat pas des symboles du pouvoir, le changement social n'est pas possible. A propos du mouvement des années 60 et 70, Marcuse écrivait qu'il s'agissait d'une révolution culturelle contre le monde bourgeois et capitaliste qui ne pouvait en aucune façon bouleverser directement l'ordre existant, mais qui constituait une condition préalable nécessaire à un changement radical. Aujourd'hui, même si c'est sous des formes très différentes, nous nous trouvons face au même défi et l'activité principale du mouvement consiste à discuter l'hégémonie culturelle du néolibéralisme - la fin de l'histoire transformée en sens commun - et à construire ce que Riccardo Petrella appelle " la nouvelle narration du monde ".

La force de Seattle, ce qui en a fait un événement historique, ce n'est pas d'avoir réussi à bloquer un sommet - ce qui en soi ne modifie en rien l'ordre actuel. Son importance, c'est d'avoir montré au monde que le pouvoir pouvait être contré et que, sous la chape oppressive de l'idéologie néolibérale, se développait un imposant mouvement antagoniste. Ce fut une blessure narcissique à la pensée unique néolibérale. Sur d'autres bases, Porto Alegre aussi a représenté une semblable blessure parce que il a montré que cet antagonisme politique bigarré est en mesure d'imaginer un monde différent, et que donc il est capable de donner un " sens " au malaise politique et social croissant. Il est donc faux d'opposer la proposition à la contestation. . Toutes deux en effet sont nécessaires et toutes deux opèrent sur un plan culturel et symbolique. La Taxe Tobin, colonne vertébrale de l'activité d'ATTAC, n'aurait certainement pas percé dans le débat politique et institutionnel sans Gênes et le GSF. Nous en sommes parfaitement conscients. Avant Gênes, même le Manifesto ne lui aurait pas accordé la moindre place. .

De Seattle à Gênes, cependant, les scénarios ont changé. Face à la renaissance de la stratégie de la tension, et avec la spirale répressive qui monte, la représentation militaire du conflit, réelle ou simulée, a seulement un effet contraire

: elle éloigne les personnes et justifie la répression. Il s'agit de relancer la dialectique entre conflit et consensus en étant bien conscient que, quoique déjà considérable, le soutien aux raisons du mouvement est potentiellement bien plus grand. Il faut donc déterminer les formes de lutte, les actions et les langages les plus efficaces pour mettre en crise l'ordre néolibéral et élargir le soutien social à nos alternatives politiques. Sans fétichisme, ni pétitions de principe toute faites.

Raffaele Laudani. ATTAC Italia.
laudani@attac.org

Article de "LA REPPUBLICA en ligne" du 31 août 2001

ROME - Il l'a gardé pour soi durant un mois, puis, il n'a plus tenu. Il s'agit de Marco Poggi, infirmier en service à Bolzaneto durant le G8, qui a demandé à parler au comité parlementaire sur le sommet de Gênes pour raconter la "violence" qu'il a vue. En attendant, il a dit sa vérité au journal télévisé de la 3ème chaîne (RAI).

"J'ai été nourri de violence, c'est mon métier; j'en ai tellement vu. Mais si je devais rendre compte du climat que j'ai vécu, je pense que, même avec 52 années de plus, je n'arriverais pas à le faire, parce que, déjà dès le vendredi soir, j'ai vu de très nombreux épisodes de violences exercées à l'intérieur de la caserne de Bolzaneto". Donc, une ambiance déjà exacerbée avant même l'irruption dans l'école Diaz du lendemain.

"J'ai vu des choses, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'infirmerie, a poursuivi Poggi; à l'intérieur, l'attitude d'un médecin m'a surpris qui a arraché un "piercing" du visage d'une fille. J'ai vu frapper à droite et à gauche, de tous les côtés, en toutes occasions, dans toutes les situations. Coups de poing dans les reins, coups de poing et coups de pied violents. Tous frappaient : les gardiens de prison, auxquels de temps à autre se joignait aussi la police d'État qui ne dédaignait pas l'occasion; mais, c'était surtout les gardiens de prison".

Depuis ces journées, Poggi, qui est aussi syndicaliste, a vécu avec des sentiments de culpabilité, ce qu'il a avoué devant les caméras du journal télévisé de la 3ème chaîne (RAI). "On ne peut incriminer toute une administration pour 20-25 coupables, je le dis et j'en prends toute la responsabilité. Néanmoins, je me sens responsable d'avoir vu sans intervenir, même si,



attac

peut-être, cela n'aurait pas servi. Je dois simplement demander pardon à ces garçons et à ces filles, à ces familles, parce que j'ai regardé sans rien faire.

Traduction : Michel Thélia, traducteur bénévole
cooditrad@attac.org

Soutenons la Marche bleue

Par Thierry Adam

POUR UNE NOUVELLE CULTURE DE L'EAU
SOUTENONS LA MARCHÉ BLEUE.

Partis le 10 août d'Espagne, quelques centaines de marcheurs espagnols se relaient d'étape en étape, le long du delta de l'Èbre puis à travers la France et ce jusqu'à Bruxelles afin de protester contre la situation dramatique dans laquelle s'enfoncent leur pays. Ils sont le fer de lance d'un grand mouvement populaire qui a déjà mobilisé des centaines de milliers de personnes en Espagne (Grève générale en octobre 2000 dans les Pyrénées Centrales, manifestations de 400 000 personnes à Saragosse et de 250 000 à Madrid, 300 000 à Barcelone).

Hydroschizophrénie !

Sous Prétexte de vouloir mieux répartir les accès à l'eau sur le territoire, le gouvernement espagnol a adopté en septembre 2000 un plan d'aménagement pharaonique (119 Mds de francs) construction de barrages et de détournement de cours d'eau : le Plan Hydrologique National (PHN). Il prévoit la construction de 118 barrages, le transfert de 1050 hectomètres cubes de l'Èbre vers l'Arc méditerranéen et le détournement d'une partie de l'eau du Rhône sur Barcelone.

Des golfs dans le désert pour tourisme de luxe !

Si le projet, décidé sans un débat social et technique sérieux, suscite une si grande opposition, y compris des milieux scientifiques (notamment du Congrès Ibérique de Gestion de l'Eau qui regroupe 70 universités), c'est que, outre les dizaines de vallées inondées, les déplacements imposés à des centaines de personnes comme au temps de Franco, outre la catastrophe écologique qui menace le delta de l'Èbre, 2ème région par sa biodiversité en Espagne, outre le manque de cas qui est fait de toutes les alternatives moins coûteuses et plus durables (limitation des pertes, désalinisation, abandon de l'agriculture productiviste), elle témoigne d'une politique de surexploitation de

l'écosystème hydrique et d'un détournement des ressources collectives au seul profit des industriels du béton, des compagnies d'électricité et des distributeurs d'eau des villes de l'arc méditerranée. Vu les pratiques déjà en place, il n'est pas à prouver que l'eau détournée servira pour l'essentiel à alimenter la culture intensive sur-irriguée de la côte (par ailleurs connue pour son activité polluante et peu respectueuse des droits sociaux) et les complexes touristiques de luxe (on compte déjà 76 golfs en Andalousie, consommant 10 fois plus qu'une surface équivalente de culture de maïs).

Du financement public pour des bénéfices privés!

C'est là un autre des aspects scandaleux : le gros du financement sera assuré par le secteur public, en particulier par l'Europe. Or le PHN est inconciliable avec la politique que l'Union Européenne développe sur la gestion des ressources. Il s'agit donc pour la Marche Bleue, fort du soutien qu'elle recueillera, d'amener Bruxelles à refuser le financement de ce plan et de réclamer qu'aucune politique d'aménagement du territoire ne se fasse sans le souci d'un développement durable et la prise en compte des besoins réels des populations.

L'eau est un bien commun de l'humanité, une ressource vitale qui ne saurait être gérée loin du regard et du contrôle des citoyens.

On vous attend tous à la Marche bleue le 9 septembre à Bruxelles. RASSEMBLEMENT EN MUSIQUE ET DANSE ENTRE 12 H ET 13 H A LA GARE DU NORD DEPART A 14 H DIRECTION LA BOURSE POUR UNE ESCALE AVEC PERFORMANCE EN MUSIQUE ENSUITE DERNIERE LIGNE DROITE VERS LA GARE DU MIDI POUR DE LA DANSE, MUSIQUE ET PEINTURE ET LE PARLEMENT DE L'ORGANISATION DE LA DEFENSE DU DELTA DE L'EBRE.

ANIMATIONS : La manif bleue toute en fête!!

À cette occasion, Fracture Label se joint à eux lors de leur passage à Bruxelles le 9 septembre et se propose d'animer la marche par un ensemble de musiques festives dansées

AVEC LES Street Music (B)! Percussionnistes de talent, les 2 musiciens de Street Music savent y faire Pour mettre l'ambiance et faire monter la fièvre Comme leur nom L'indique, leur terrain de prédilection est plutôt la rue.



attac

Pour l'occasion, Edwin Lahousse avec Jhoan et Bernard DJ (EXVÉTÉS) Nous reviennent sous le LABEL FRACCTURE (B) leur nouvelles productions sous le bras et prêt à faire péter la baraque !

Unique sur la planète musique, Frank en de pipe, bit est un groupe magique dont l'énergie et les ondes bénéfiques dégagées ne peuvent laisser personne Indifférent. Ils mélangent les genres (funk adessif et Jazz...) et les instruments (batterie, base Guitare, tate guitare).

"Les Allumettes" est un duo de musiciens Bruxellois Des batteurs pour des Jam underground partout en Belgique. Leurs sets s'annoncent d'ores et déjà Variés et plein de couleurs !!!

8 Danseurs dont une chorégraphie de Monica Marti Aguiar

Venez nombreux, vous ne le regretterez pas !

N'hésitez pas à en parler autour de vous et à nous Contacter pour toute question éventuelle JONGLEURS ET CRACHEURS DE FEU ET DANSEURS ANIMÉ EN PARADE....

Parrainage d'Humain Music foundation group asbl. Infos : 0477/17.54.99 - 02/513 82 11 (TÉL / RÉP/ FAX) E-mail : projection.caliban@skynet.be

Le postsocialisme et la mondialisation en Hongrie

Par Erzsébet Szalai

Dans les cercles de l'élite intellectuelle occidentale, il passe pour évident qu'avec la chute des régimes de socialisme d'Etat et la disparition de l'"épouvantail" de l'ennemi commun, les contradictions internes aux démocraties libérales et même à l'ordre mondial vont faire surface. Le projet des sociétés planifiées a échoué mais en même temps les évolutions spontanées vont, elles aussi, dans une mauvaise direction. Le marché libre a provoqué l'apparition d'énormes inégalités économiques et des monopoles géants limitant la libre concurrence. Ces évolutions remettent en question les résultats démocratiques des systèmes parlementaires multipartites et restreignent considérablement la souveraineté des Etats nationaux - au moins dans les pays qui n'appartiennent pas au centre (du monde développé). (Les spécialistes appellent ce

phénomène déficit démocratique). Parallèlement, la liberté de l'individu et la mise en valeur des différences donnent naissance à de plus en plus de mouvements racistes, sous la bannière de la défense des minorités.

Tout cela fait partie intégrante du processus appelé mondialisation qui imprègne tous les pays. Historiquement, la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, mais aujourd'hui on constate que des changements qualitatifs ont eu lieu dans son développement.

L'essentiel de ces changements peut être appréhendé de la manière suivante : d'une part la moitié de la capacité productrice du monde est gérée non pas à l'intérieur des pays concernés mais sous la direction de propriétaires étrangers établis dans quelques régions parmi les plus développées. D'autre part on assiste à l'accélération d'un autre développement : un groupe issu d'un cercle restreint d'entreprises produit la majeure partie de tous les biens culturels consommés sur terre, ou du moins en contrôle la production. (Árva, 1999).

Les contradictions internes émergeant dans les démocraties libérales et les tensions internes produites par la mondialisation apparaissent de façon bien plus nette et plus aiguë dans les pays d'Europe centrale et orientale en train de changer de régime que dans les centres.

En effet, dans ces pays périphériques, il manque les traditions des fortes sociétés civiles qui d'une part rendraient gérables les tensions internes qui s'affirment, d'autre part seraient capables de mobiliser des forces contre le développement infini du grand capital international et, partant, contre les tendances envahissantes à l'uniformisation. (Tamás Fricz [2000] indique à juste titre dans son analyse du système des organismes politiques : " L'influence réciproque entre l'Europe de l'Ouest, Centrale et de l'Est s'exprime le plus nettement en ce que les partis et les systèmes de partis dans les nouvelles démocraties présentent de façon encore plus marquée les crises auxquelles les "frères" plus développés sont en butte déjà depuis des années.")

Les tensions internes du nouveau capitalisme se manifestent particulièrement nettement en Hongrie, où la crise du socialisme d'Etat et les débuts du changement de régime remontent à des périodes lointaines, jusqu'à la révolution de 1956 et à la réforme économique de 1968. Ce n'est pas un hasard qu'en Hongrie, dix ans après la chute du système socialiste, la domination et



attac

la concentration du capital étranger ont fait naître, plus qu'ailleurs dans les anciens pays socialistes, une structure de pouvoir économique qui, sans être de type européen, est très dépendante de l'Ouest, assortie d'un modèle de société et d'un système politique propres. J'étudie dans ce qui suit cette évolution et ses conséquences.

La technocratie tardive du socialisme d'Etat

Lors de mes recherches empiriques effectuées au début des années 1980, j'ai remarqué que l'unité de l'élite au pouvoir se disloquait et qu'en son sein émergeait un groupe de jeunes technocrates imprégnés d'attitudes et de valeurs occidentales.

A partir du milieu des années 1980, c'est à grande vitesse que ce groupe s'est mis à conquérir les positions-clés, surtout dans le champ économique. Le trait le plus important de cette nouvelle élite - que j'ai nommée par la suite technocratie tardive du socialisme d'Etat - est son attirance pour le libéralisme et pour l'économie de marché. Son exigence de démocratie ne dépasse cependant pas la liberté qu'elle prône en faveur des entrepreneurs, des managers et des "gens intelligents".

L'élite communiste traditionnelle était profondément pragmatique, mais après la révolution de 1956 elle a ressenti le besoin de donner l'impression d'être socialement engagée. (Parmi les conséquences de la révolution de 1956 on peut aussi compter le fait que le pouvoir n'a pas, ou, plus exactement, n'a pas pu résister à la pression des cercles intellectuels exigeant une réforme capitaliste des mécanismes économiques, d'où la réforme économique de 1968. C'est cette réforme qui a lancé l'ouverture vers l'Ouest et, avec elle, la naissance de la technocratie tardive du socialisme d'Etat.) La technocratie tardive du socialisme d'Etat ne souhaite plus éveiller de telles illusions - ou en tout cas bien moins - et admet presque ouvertement qu'elle considère relever d'un idéalisme ridicule l'idée d'une société civile se construisant par le bas. Seulement, si cette technocratie diffère certes de l'ancienne élite socialiste, elle lui ressemble aussi sous deux aspects très importants. Cette ressemblance n'est rien d'autre que la tendance à se plier aux contraintes géopolitiques données - plus précisément à celles émanant des centres de pouvoir extérieurs - et le goût pour les compromis séparés informels.

Cependant la technocratie tardive du socialisme d'Etat a tissé depuis le début des années 1980 des relations informelles serrées avec les deux élites antagonistes les plus importantes, l'opposition démocratique et les cadres intellectuels néo-réformateurs. (Szalai 2000a) A la fin des années 1980, la technocratie kadarienne tardive, avec l'aide de son alliée l'anti-élite, a été à l'origine et à la tête des changements provoquant la chute du système socialiste d'Etat. Il faut se rendre compte qu'elle commence cette activité avant le tournant politique de 1989, dès le début des années 1980 (bien qu'à l'époque, avec ses alliés, elle ne puisse pas encore prévoir le dépassement de l'ordre politique socialiste et notamment de son aspect fondamental, le système du parti unique) en encourageant vivement les réformes économiques. C'est le premier signe marquant de la mondialisation qui étend rapidement sa logique capitaliste sur notre région.

La question de savoir pourquoi ce sont précisément ces anti-élites qui s'érigent en groupes d'opposition et quelle est la source de leur puissance, touche fortement la problématique de la mondialisation. Voici les circonstances qui méritent notre attention.

A partir du début des années 1970, le fort endettement face à l'Occident et l'avènement d'une spirale de la dette catalysent le renforcement de la technocratie monétariste tardive du socialisme d'Etat au lieu de mobiliser des réformateurs prêts à s'engager pour la transformation démocratique du régime socialiste. En effet, par les réformes du marché réalisées sous le socialisme d'Etat et l'ouverture vers le marché extérieur, le pouvoir d'attraction du modèle de consommation occidental augmente dans les couches de plus en plus larges de la population. Les gagnants et les forces dirigeantes du nouveau régime sont ainsi la technocratie tardive du socialisme d'Etat et ses alliés intellectuels. Leur accession non déguisée au sommet du pouvoir a eu lieu seulement en 1994 avec la victoire de la coalition socialiste-libérale de 1994. A ce moment, le pouvoir économique suprême est occupé par "la première ligne" de la technocratie tardive du socialisme d'Etat, le pouvoir politique suprême par "la deuxième et la troisième lignes" de cette technocratie. (Szalai, 1996, 1998)

En mars 1995, la dégradation dramatique de la balance des paiements extérieure fait naître le dispositif monétariste nommé d'après Lajos Bokros, technocrate socialiste tardif. L'essentiel en est la réduction drastique des revenus



attac

intérieurs et des revenus réels - et par cela l'amélioration rapide des grands équilibres monétaires internes et externes-, l'accélération de la privatisation avec l'élargissement de l'implication du capital étranger et l'amputation radicale des systèmes d'aide sociale. Tout cela s'accomplit sans une réflexion approfondie qui aurait été souhaitable sur les conséquences sociales et politiques des dispositifs mis en place et sans une évaluation des effets économiques à long terme. L'arrière-plan de l'attitude qu'on y décèle n'est autre que le souci de se conformer aux normes dictées par le grand capital international et, plus directement, l'aspiration de rendre attractives l'économie et la main-d'oeuvre hongroises aux yeux des investisseurs étrangers. Sous l'effet du dispositif Bokros, les revenus réels chutent dès 1995 et, amorcée plus tôt, la dislocation de la classe moyenne hétérogène née sous le socialisme s'aggrave. A partir de ce moment, les inégalités de revenus deviennent bien plus importantes que la moyenne européenne. (La croissance de l'inégalité des chances constatée en 1995 se caractérise ainsi : tandis que la part des dix pour cent les plus riches dans les revenus totaux croît fortement et que celle des 10 % les plus pauvres croît aussi un peu, la part revenant à ceux qui se situent entre 20 et 80 % diminue nettement, ce qui signifie que la classe moyenne a été la grande perdante du processus). A partir de 1995 l'arrivée du capital étranger s'accélère au point que dès 1998 les multinationales s'érigent en secteur dominant de l'économie hongroise (j'en citerai les données plus loin [Vukovitch-Harcsa, 1998]). Mais la coalition socialiste libérale perd les élections générales à la suite du dispositif Bokros. Le gagnant est le parti civique hongrois Fidesz (Fédération des jeunes démocrates) qui critique radicalement les dispositions prises et dans la lutte pour le pouvoir propose, sous la bannière conservatrice, un programme de progrès social de type social-démocrate. [Szalai, 1999 b].

Les portes se ferment ?

Bien que le Fidesz ait promis lors de sa campagne le renforcement de la bourgeoisie et de la classe moyenne, mes recherches montrent que ses aspirations n'ont eu que peu d'effet.

Actuellement il existe en Hongrie un système de subventions destiné aux entreprises dotées de capitaux étrangers, qui est d'une complexité opaque, dépourvu de vision globale, tout en favorisant ces entreprises de façon préférentielle. Dans ces circonstances, lors de la redistribution, il privilégie les entreprises

multinationales alors que ce n'était pas l'intention de l'élite politique - au moins à l'origine. (A ce sujet je ne puis présenter ici que quelques données: la liste des subventions économiques accordées en 1999 tirée du rapport de la Société de Recherche Economique prouve que les dix plus grands bénéficiaires en sont tous de grandes entreprises étrangères soutenues par l'Etat pour l'établissement de 19 sites industriels. De janvier à mai 2000, parmi tous les gagnants des subventions de développement économique, 5 entreprises sont des filiales hongroises de sociétés multinationales. D'après mes propres estimations - en comptant les subventions et les ponctions- c'est-à-dire les paiements nets- on observe en 1999 que l'agriculture mise à part, la proportion du PNB revenant aux entreprises du secteur national a été de 9,8%, tandis que celle du secteur entièrement étranger seulement de 5,2%. [J'ajoute qu'on ne peut pas bien évaluer tous les avantages accordés au secteur multinational du fait de leur grand nombre et de leur caractère spécifique. Mais même d'après nos estimations incomplètes, il existe des branches où les investisseurs étrangers s'avèrent des bénéficiaires nets du budget])

Ainsi l'actuelle élite politique est prisonnière du capital des multinationales et sa politique ne peut être autre qu'une "politique de classe" au bénéfice de ce capital. (La coalition socialiste libérale a déjà mené une politique de classe semblable, mais avec une différence de taille : Cette coalition, vu qu'elle était à l'origine, pour une grande partie, de l'introduction du capital multinational, aurait eu la possibilité, entre 1994 et 1998, de développer une structure de propriété économique plus équilibrée. Au contraire, la coalition dirigée par le parti hongrois civique Fidesz n'a pas vraiment le choix. Il ne peut que soutenir ce capital dans son fonctionnement.)

Cependant l'élite politique réalise désormais cette politique de classe au détriment des couches sociales les plus pauvres. (L'institut de sondage Tárki montre que, dans les années précédentes, le quotient d'inégalité entre les dixièmes de revenus les plus élevés et les plus bas avait oscillé entre 7 et 7,8, alors qu'en 1999 ce quotient a dépassé 8. Les ouvriers non qualifiés et les exclus du marché du travail sont restés à l'écart de la croissance économique. Parallèlement à la croissance des disparités de revenus, il n'y a pas de signe d'une gestion quelconque du problème de la pauvreté. Au contraire, les effets de la croissance se répercutent à peine sur les couches moyennes et



attac

inférieures des classes moyennes. En prenant la mesure des cinquièmes des revenus par rapport à la population totale, on en arrive à la conclusion que la part du cinquième supérieur est restée inchangée de la masse totale des revenus en 1998 et en 1999 et que le cinquième du milieu a très peu progressé, au prix de la baisse nette des revenus distribués au cinquième inférieur. En 1999, la part du cinquième supérieur dans la masse totale des revenus était de 35,9% et celle du cinquième inférieur de 9,7% [Tamás Katona, 2000].)

D'après ce qui précède, on peut affirmer ceci : à cause des rapports de force de la mondialisation, la Hongrie post-socialiste - comme presque toute la région d'Europe centrale et orientale - n'a pas disposé des ressources extérieures classiquement nécessaires à la mise en route d'un développement capitaliste que les gouvernants auraient pu librement et aisément utiliser. L'accumulation capitaliste des élites n'a pu être principalement assurée que par une nouvelle répartition ou un redéploiement des ressources et des revenus intérieurs. Pendant le mandat du gouvernement socialiste libéral, les victimes de ce processus ont été les couches moyennes. Depuis 1998, ce sont les couches les plus pauvres de la société. Ce sont la négligence de la recherche d'alternatives ainsi que le manque de liberté dans l'utilisation des ressources par la direction économique de l'Etat qui expliquent aussi que l'apport de capitaux extérieurs s'est réalisé par la séduction massive des entreprises multinationales, cela à un degré qui a eu pour résultat la place dominante de ce secteur.

C'est le répertoire conceptuel de Pierre Bourdieu (1983) qui m'aide dans l'analyse des rapports de pouvoir issus de la situation décrite : selon le scénario le plus probable aujourd'hui, la fraction la plus large de la "classe dominante" en Hongrie sera composée des forces dirigeantes des sociétés multinationales et la fraction inférieure de toute l'élite politique (ainsi que sa clientèle). Mais pour qu'ils puissent "surévaluer leur propre capital de connaissances face aux autres classes", ils auront également besoin d'idéologues, d'une intelligentsia forte et engagée, qui devra être conservatrice et libérale à la fois. Or nous voyons les signes de la naissance de ce cercle d'intellectuels.

Une économie double - une société double

Au principe des évolutions décrites se trouve le développement d'une double structure économique dans les 10 ans suivant le

changement de régime, non sans rapport avec les antécédents situés dans les années 1980. Deux structures se font face en effet. L'une se rattache aux marchés occidentaux, avec une concentration de propriétaires et d'organisations à dominante étrangère. Elle réalise un modèle d'organisation de la production et prône un style de vie occidentaux. L'autre modèle, à dominante nationale, est principalement lié au marché intérieur. Sa structure est déconcentrée; l'organisation de la production offre des traits féodaux, paternalistes assortis d'un style de vie correspondant. Dans cette structure double, c'est le secteur à dominante étrangère qui occupe la place décisive. La concentration et la domination étrangère de la structure de propriété en Hongrie sont beaucoup plus importantes et puissantes qu'au sein des autres pays de l'Ouest ou des Etats-Unis (Vedres 2000). La part du capital importé est de 33,2 % du PNB en Hongrie, un taux dépassé seulement dans 11 pays dans le monde (dont la Guinée Equatoriale et la nouvelle-Zélande [Szalai 2000b]).

Si à la fin des années 1990, on étudie l'économie hongroise, force est de constater qu'au lieu de la structure pyramidale renversée considérée comme souhaitable dans les années 1980, un modèle différant des précédents se développe mais un modèle qui diffère aussi foncièrement de celui que connaissent les pays occidentaux. Il est marqué par la prépondérance des grandes entreprises, la proportion faible (voire en baisse) des entreprises moyennes et le développement en flèche des petites entreprises avec l'augmentation du nombre de leurs salariés.

Parmi ces dernières, un très grand nombre sont nées simplement sous la contrainte fiscale, non pour mener une activité mais plutôt pour se dérober à l'impôt frappant les salaires. Si l'on met la pyramide du milieu des années 1990 sur celle des années 1980 (déjà dominée par des grandes entreprises bien trop concentrées -et liées principalement au marché soviétique- à côté desquelles on rencontrait une infime minorité de PME), le résultat sera un sablier à la taille très serrée.

Dans ce sablier d'entreprises hongroises, il n'y a quasiment pas de relations entre les parties du dessus et du dessous, puisque les PME hongroises ont très peu de contacts avec les multinationales en tant que transporteurs ou partenaires sous-traitants. Voilà pourquoi cette structure se compare le mieux à un sablier bouché.



attac

La principale propriété du modèle hongrois est la domination étrangère. Le plus gros des entreprises et des instituts financiers hongrois est possédé et dirigé par des multinationales, par des entreprises d'Etats, de régions, ou de familles étrangers, ou encore par des entreprises cotées dans des Bourses étrangères ainsi que par des investisseurs institutionnels étrangers. Les deux tiers de l'industrie, plus de 90% des télécommunications, près de 60% de la production et de la distribution d'énergie, 70% du secteur financier et la moitié du commerce sont sous contrôle étranger. C'est seulement dans le secteur de l'agriculture que la propriété nationale est dominante.

La structure double de l'économie devient la base la plus importante de la bipolarisation de la société hongroise. Selon les données de l'Office Central des Statistiques, 30% des employés travaillent dans le secteur étranger et le niveau des salaires y dépasse de 50% le niveau des revenus distribués dans la sphère d'activité nationale.

La différence des modèles d'organisation de la production et, encore plus, celle entre les modes de faire valoir et le niveau d'institutionnalisation des intérêts représentent une fracture plus profonde encore que l'inégalité des salaires. D'après mon expérience empirique, tandis que le secteur multinational tente d'établir des rapports clairement réglementés avec les organismes d'Etat (Boda-Neumann, 1996), les capitalistes hongrois témoignent d'un comportement beaucoup plus dissimulateur. Ils ne coordonnent leurs intérêts communs que très rarement et dans leurs relations avec le gouvernement et les partis politiques ils privilégient les mécanismes de négociation et de compromis individuels et informels reposant sur les relations personnelles (Szalai, 1998, 1999b).

Entre les deux sphères, il y a une grande différence dans l'extension et la forme que prend le travail au noir. Par rapport à la période socialiste, le travail au noir ou "au gris" s'est étendu. (Liskó, 1999). Cependant, dans le secteur des multinationales, les primes accordées en sus du salaire sont bien mieux réglementées et plus transparentes que dans le secteur national. Bien que je ne dispose pas de données chiffrées, à ce sujet l'estimation s'impose que l'extension du travail au noir est bien plus importante dans le secteur national : Ildiko Ékes (2000) a établi que dans 80% des petites entreprises les employés reçoivent illégalement (de la main à la main) au moins

20% , au plus 250% de leur salaire total. Si ou quand ils touchent cet argent (non déclaré dans le contrat écrit) dépend exclusivement de la décision du moment de l'employeur - et bien souvent de la nature des relations qu'il entretient avec chacun des employés concernés. Soulignons la situation fragile dans laquelle ils se retrouvent du fait qu'ils sont totalement exclus des services sociaux et des dispositifs de protection juridique.

Ces rapports de subordination favorisent le renforcement d'attitudes paternalistes d'autant plus que d'autres circonstances, de portée plus générale, jouent également en ce sens. L'une d'entre elles, essentielle, est que le changement de régime a fait disparaître les modèles antérieurs d'organisation de l'identité sociale. La crise d'identité ainsi provoquée s'est répandue dans de nombreux groupes sociaux, accroissant la réceptivité aux comportements paternalistes et autoritaires. (Fabián, 1999) Si l'expérience montre que les multinationales aussi tentent de mettre à profit les traditions féodales, les relations internes et externes y sont néanmoins beaucoup plus réglées, institutionnalisées et contrôlables que dans le secteur à dominante nationale. C'est à cela que je pensais en affirmant que la société hongroise était divisée en deux pôles, l'un de modèle occidental et l'autre de type féodal.

Il importe de rappeler en même temps que du fait de la forte fluctuation et la forte individualisation de la main-d'oeuvre (Liskó, 1999), les rapports de type féodal et le principe d'autorité (le paternalisme ne jouant pas de la même façon que dans les périodes précédentes) marquent, dans le secteur donné, les relations non pas entre propriétaires individuels et les employés mais plutôt entre toute la classe des propriétaires et les employés. (La relation des propriétaires individuelle et des employés est flexible, c'est à peine qu'elle s'institutionnalise et pourtant l'institutionnalisation au moins informelle est la condition de base du système féodal. Ce qui s'institutionnalise en revanche n'est autre que la fragilité et l'infériorité de position ainsi que la dépendance de la masse des salariés vis-à-vis des employeurs nationaux. Le signe le plus marquant en est la disparition des syndicats et des autres modes de défense des intérêts salariaux [Neumann, 2000]).

Depuis l'essor du capitalisme hongrois à partir de la deuxième moitié du 19ième siècle, la structure décrite montre une continuité historique (excepté une courte période du socialisme d'Etat, quand une classe moyenne



attac

hétérogène mais nombreuse a vu le jour [Ferge, 1973]). La raison fondamentale en est, et l'on poursuit ainsi le raisonnement du célèbre chercheur en sciences sociales Ferenc Erdei [1976], qu'en Hongrie, du fait de sa situation spécifique - exactement au point d'intersection géographique et sociologique de l'Est et de l'Ouest - il n'y a jamais eu ni la possibilité ni le temps pour que naissent du coeur de la société elle-même des formes de progrès organique dominant l'économie et l'organisation sociale de l'époque. C'est pourquoi les nombreux modes d'organisation économique et sociale ont toujours été créés essentiellement par en haut et de l'extérieur. Le mécanisme de la transmission de la double structure relève avant tout de la socialisation. Les processus de mondialisation des années 1990 renforcent la tendance au développement de pareille double structure. En examinant l'effet commun du processus de transmission et de la mondialisation lors du passage du socialisme au nouveau capitalisme, on voit que le socialisme a fait naître une main-d'oeuvre de masse et socialisée pour le travail dans de grandes entreprises. A partir des années 1980, cette main d'oeuvre se différencie peu à peu sous l'effet de la répartition inégale du capital de connaissances (Andorka, 1982). De nombreuses recherches montrent qu'après de tels antécédents de socialisation, la main-d'oeuvre hautement qualifiée est l'un des facteurs décisifs de l'attraction exercée par la Hongrie sur le capital étranger (Árva-Dicházi, 1998, Fazekas-Köllo, 1999, rapport de l'Institut de recherches économiques, 2000).

Sur la structure double de l'économie se construit une structure sociale qui se délite et où règne la ségrégation. En même temps, en se disloquant, elle ne fait que renforcer la reproduction de la structure double de l'économie qui s'accomplit sous l'effet individualisant de la mondialisation. (La conséquence de pareille influence réciproque se démontre dans le fait que, dès 1997, après une longue récession, la croissance économique reprend de plus belle, générée principalement par le secteur multinational. Mais, du fait du fonctionnement isolé de ce secteur, les conséquences de ce développement ne se font sentir que lentement et de façon particulièrement inégale dans le reste de l'économie et de la société, en renforçant le système d'inégalité. [Publications Koping Datorg, Szalai, 1999 a, 2000, Pitti, 2001])

Pour en revenir à la structure double, il faut aussi ajouter : les sphères qui la composent ne

sont pas homogènes - ce qui affaiblit sans doute la force de ma théorie. Si on considère l'évolution du statut des employés, le secteur multinational s'avère différencié. Trois types de statut peuvent y être distingués. Certaines entreprises emploient une main-d'oeuvre jeune et qualifiée pour une activité intellectuelle exigeant de la créativité et faisant appel à la recherche. Elles contribuent à la formation de cette main-d'oeuvre. Le deuxième groupe de sociétés aligne une main-d'oeuvre jeune mais non qualifiée, surtout féminine, pour un travail à la chaîne. Le troisième type d'entreprises embauche une main-d'oeuvre qualifiée pour un travail demandant des compétences de loin inférieures à sa qualification initiale. Les employés appartenant aux trois groupes forment des milieux différents du point de vue sociologique. Par ailleurs, on peut également identifier des entreprises s'appliquant à avoir des relations professionnelles institutionnalisées et réglementées dans le secteur dominé par la propriété nationale.

Il est cependant important de constater que les deux sphères ne sont pas hermétiquement séparées l'une de l'autre dans le cadre de cette double structure sociale. Ce sont principalement les mass médias qui engendrent les relations entre elles. Leurs canaux permettent à ceux du secteur organisé de façon féodale d'obtenir des renseignements directs sur le niveau et le mode de vie, sur les valeurs et les habitudes de consommation du secteur occidental. Mais cela fait croître la frustration et les tensions sociales existant par ailleurs, et partant le danger que représentent les idéologies extrémistes et fascistes.

Je développerai dans un livre en préparation l'analyse des différences entre la structure double qui vient d'être décrite et ses facteurs d'émergence comparés aux autres dualités structurelles qu'a connues auparavant la société hongroise. (Szalai, 2001).

La mondialisation et les conséquences politiques de la double structure sociale

La littérature internationale spécialisée démontre nettement que la mondialisation affecte la souveraineté des Etats et des gouvernements nationaux. Le groupe de recherche dirigé par Patrick Weller en 1997 a utilisé le symbole Hollow Crown - couronne creuse - pour décrire la marge de manoeuvre en diminution des gouvernements nationaux.



attac

Cela signifie aussi que la politique économique et la réglementation intérieure des gouvernements sont de moins en moins à même d'empêcher la pénétration des influences extérieures : les gouvernements eux-mêmes se retrouvent dans une situation de concurrence comme les acteurs individuels du marché. L'un des principaux dilemmes des démocraties est que, dans l'économie mondialisée, les gouvernements ne peuvent garder leur efficacité d'action économique, c'est-à-dire leur compétitivité, qu'en cédant du terrain sur leurs objectifs sociaux et politiques (Bayer, 1999). C'est exactement ce que montre mon étude de cas parue l'an dernier portant sur les dix premiers mois du gouvernement de coalition Fidesz. Elle aboutit aussi au constat que dans les pays de la périphérie ou de la semi-périphérie mondiales, l'affaiblissement du pouvoir gouvernemental est probablement plus rapide, plus dramatique et le "déficit social" encore plus grand que dans les pays centraux.

En Hongrie, les partis de l'opposition ne manquent pas de percevoir, bien que parfois inconsciemment, la double structure de la société due en partie à la mondialisation et aux tensions qui en sont issues.

Jusqu'à maintenant, c'est toujours les partis qui ont d'une certaine manière proposé une solution pour dépasser la dualité et dont le programme était articulé autour de ce projet qui ont eu le vent en poupe dans les élections. Dans sa campagne aux élections de 1994, le parti socialiste hongrois promettait l'élimination de la fracture de la société (Szalai, 1996, 1998). De même, le parti hongrois civique Fidesz a également déclaré, avant les élections de 1998, qu'il allait reconstruire, réorganiser la classe moyenne éclatée (Szalai, 1999b.). Mais on l'a bien vu, aucun parti n'a pu réaliser sa promesse une fois parvenu au pouvoir.

Face aux forces du capitalisme mondial, le pouvoir du gouvernement s'avère particulièrement limité. Cette impuissance a pour corollaire la notable baisse de la considération dont jouissent les partis dans la société. Selon l'enquête réalisée par l'institut Médián, sur l'échelle de confiance accordée aux institutions, les partis, occupent l'avant-dernière place avec un taux de confiance de 35 %, ne devant que les syndicats. D'autre part, au sein de l'élite politique, dans le face à face des technocrates et des populistes, se reconstruit le modèle de comportement faussement réaliste d'une part, nerveusement tendu mais ayant une

vision de l'essentiel, décrit jadis par le grand politologue et sociologue István Bibó (1948).

Son analyse de ces deux types de personnalités sociales et de leurs rôles publics est étonnamment actuelle : "pour la conduite et la direction de communautés, comme en général pour toute création, deux choses sont nécessaires : le réalisme pratique gardant devant lui les choses vraiment faisables et une vision de fond, permettant de reconnaître les lois internes des projets à réaliser. Quand une communauté est coincée dans une impasse de mensonges, la première conséquence en est qu'elle ne trouve plus de gens réalistes et qui ont une vue de l'essentiel, auxquels elle pourrait confier la conduite de son destin. Elle trouve certes abondamment des gens à l'esprit pratique, pour qui le travail pratique ou le succès passe par-dessus tout, et qui, pour cela, sont prêts à être "réalistes" dans le sens où ils acceptent comme réalité la construction en vigueur du mensonge. De cette façon, leur réalisme s'épuise dans le soutien et la consolidation d'une construction fondamentalement fautive et ils manipulent ici et là les possibilités réelles au milieu d'hypothèses fausses. D'autre part, les gens dotés du don de voir l'essentiel, soit cherchent une autre forme d'expression, soit se retirent dans des communautés restreintes, plus réduites, s'isolent de plus en plus et se rabattent sur un comportement de bouderie, de ressentiment, d'excentricité ou de prophétie rageuse. En même temps, les excentriques et les prophètes deviennent capables d'assumer le constat de l'essentiel." (p.604)

Le mensonge, la construction mensongère dans laquelle la communauté est actuellement emprisonnée n'est rien d'autre que l'éthique proclamée de la souveraineté de l'Etat nation face à son exact opposé, le message surtout métacommuniqué par les élites, selon lequel la mondialisation n'offre pas au pays une marge réelle de manoeuvre.

Deux conséquences s'ensuivent: d'une part l'apathie politique de la société, d'autre part l'attrait des idéologies extrémistes et fascisantes dans certaines couches sociales. J'ajoute que, comme l'a exprimé Ulrich Beck (1983), l'apathie peut être aussi la phase précédant le développement de la réceptivité aux conceptions extrémistes, fascisantes.

Notre adhésion probable à l'Union européenne affecte contradictoirement les chances de dépasser la situation décrite. A bien des égards,



attac

L'Europe ne cesse de transmettre des messages non homogènes et souvent contradictoires en direction de la Hongrie. Ainsi, les organismes centraux de l'Union européenne font du lobbying soutenu en faveur des investisseurs occidentaux en Hongrie. D'autre part, ces mêmes organismes reprochent à la Hongrie - notamment dans le Rapport sur le pays qu'ils ont rédigé il y a peu - que les PME hongroises sont désavantageusement traitées par l'Etat par rapport aux gros investisseurs étrangers.

Par ailleurs, les intérêts du grand capital et des syndicats occidentaux diffèrent radicalement pour ce qui est de l'évolution du niveau des revenus dans le pays. Le grand capital souhaite abaisser ce niveau alors que les syndicats, représentant les intérêts des salariés, s'emploient à faire monter ce niveau et améliorer les conditions de travail à la manière de l'Europe occidentale.

Quels facteurs et quelles influences - pour l'instant extérieurs à la Hongrie- seront les plus forts? C'est pour l'instant une question ouverte. Il en est de même pour savoir si l'Europe en voie d'unification ne se brisera pas sous le poids des forces allant dans le sens d'une américanisation, et si la concurrence grandissante entre l'Union européenne et les Etats-Unis n'entamera pas les acquis sociaux accumulés ici pendant de longues décennies.

Erzsébet Szalai. Economiste.

Le capitalisme magique.

Par Aldo Ferrer

Les économies dites capitalistes, dans lesquelles prédominent les relations de marché entre les agents économiques, reflètent toujours l'idiosyncrasie de chaque pays.

Il existe des études classiques sur ce point, comme celle de l'économiste français Michel Albert sur les capitalismes anglo-saxon et rhénan. Le capitalisme se développe dans le contexte historique de chaque société, ses racines culturelles, ses ressources matérielles et humaines et son niveau de développement atteint. Ainsi il existe des versions nord-américaine, coréenne, allemande, japonaise, brésilienne ou argentine du capitalisme. A leur tour, les niveaux de développement relatifs et l'asymétrie consécutive des relations de pouvoir dans le système mondial, articulent ce système fondant les économies capitalistes. De cette façon, l'insertion de chaque économie nationale

dans l'ordre mondial donne lieu à l'existence de capitalismes centraux et périphériques, comme le démontre Raul Prebisch. Les premiers sont titulaires d'un réseau de domination dans l'ordre global, les seconds, subordonnés à des questions critiques comme le développement technologique ou les courants financiers. Comme la différence entre les économies capitalistes avancées et émergentes est si grande les critiques diabolisent le système et le qualifient de sauvage. Nous avons ainsi à faire face à une diversité de catégories analytiques, dont beaucoup d'entre elles ont une grande valeur pour l'étude des capitalismes vernaculaires et de la globalisation.

Réalités invérifiables

Sebastiao do Rego Barros, l'actuel ambassadeur du Brésil en Argentine, a défini une nouvelle acception du capitalisme lors d'une conversation récente que j'eus avec lui.

J'exprimais un point de vue couramment admis selon lequel si l'Argentine et les autres pays d'Amérique latine se comportaient conformément aux attentes du marché, ils baisseraient le risque pays et la taxe sur les intérêts, ce qui augmenterait les investissements et créerait de l'emploi et de la production. Cette posture est couramment admise bien que la réalité des processus économiques se révèle quotidiennement plus compliquée et que cette succession d'événements se vérifie rarement dans le monde actuel. " C'est que, me répondit mon interlocuteur, nous sommes en présence d'un capitalisme magique. " C'est à dire, une instance spécifique de la pensée irrationnelle qui interprète la réalité à partir de présupposés qui ne sont pas vérifiables empiriquement. Keynes disait que les opinions économiques apparemment contemporaines ne répètent que les idées de penseurs du passé. Il arrive aussi qu'une découverte conceptuelle ait déjà été énoncée dans le passé. S'il n'en était pas ainsi, mon interlocuteur pourrait revendiquer la paternité de l'acception capitalisme magique comme nouvelle et lumineuse catégorie conceptuelle. La pensée magique est un trait caractéristique des sociétés primitives pré-scientifiques. Dans notre cas, ce qui est curieux est que les adeptes du capitalisme magique sont généralement loin d'être analphabètes. La plupart sont même accréditées de distinctions académiques provenant des universités les plus prestigieuses des Etats-Unis et d'autres pays centraux. Le capitalisme magique soutient que la révolution techno-scientifique a gommé les



attac

frontières nationales et que les principales transactions s'effectuent sur un marché mondial. Ainsi le pouvoir de décision concernant l'accumulation de capital et l'attribution des ressources ont été transférés de l'espace national aux acteurs globaux, c'est-à-dire aux marchés financiers et aux corporations transnationales. Les états nationaux ont donc perdu la capacité d'influencer le comportement des agents économiques. Seules les grandes puissances conservent une certaine autorité sur le fonctionnement des marchés. Le capitalisme magique soutient aussi que l'adhésion inconditionnelle au libre échange, la libération des transactions financières et l'élimination des normes régulant l'investissement des multinationales, assurent la répartition efficace des ressources et des fruits de la croissance pour tous les pays au sein de l'économie mondiale. Par définition, les marchés généreraient toujours la meilleure répartition économique et sociale des ressources. Pour les capitalismes périphériques, le message est clair ; seule une politique favorable aux marchés est possible. Toute déviation entraîne une succession de calamités. Les politiques favorables au marché quand à elles entrent dans le cercle vertueux de l'amélioration du risque pays, de la baisse des intérêts, de l'augmentation de l'investissement et de la croissance de l'emploi et de la production. La réalité invalide les hypothèses et les propositions de ce capitalisme magique. Des économistes éminents comme Rodrik, Bairoch, Frenkel, Corden et Stiglitz ont démonté l'évidence supposée empirique des bienfaits universels du libre échange et de la dissolution des espaces nationaux dans un ordre mondial.

En Amérique latine, depuis bien longtemps, Prebisch, Furtado, Jaguaribe et Sunkel, entre autres mirent en perspective historique (dans un contexte global) les causes du retard de notre capitalisme et indiquèrent les chemins à suivre pour prendre les commandes de son propre destin dans un monde globalisé. Une des confusions les plus dangereuses du capitalisme magique est le mélange d'éléments essentiels de bon sens économique avec des contenus irrationnels venant de postulats hypothétiques. Il est vrai qu'il est toujours important de tenir sa maison bien rangée, c'est-à-dire de maintenir les équilibres macroéconomiques, de s'appuyer sur une monnaie saine et des prix stables. Le reste par contre, obéit à la vision centriste de l'organisation des relations internationales. Il est facile de comprendre qu'à partir de la perspective des intérêts du capitalisme central, se développe la promotion d'un capitalisme

magique. L'histoire de la mondialisation révèle par exemple comment à la période de son hégémonie durant le XIXe siècle, la Grande-Bretagne fut à l'origine du libre échange et de la libéralisation des marchés. L'attitude britannique était en accord avec son niveau de développement en tant que pionnière de la révolution industrielle. Les puissances industrielles émergentes comme les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon n'adhèrent pas au capitalisme magique et construisirent leurs propres capitalismes nationaux centrés sur leurs propres ressources et marchés en régulant le procédé d'ouverture à la scène mondiale. La situation contemporaine est similaire. Les nations les plus avancées comme les Etats-Unis font la promotion du capitalisme magique pour les mêmes raisons que la Grande-Bretagne du XIXe siècle, bien qu'avec moins de cohérence puisque Londres persista à soutenir les mêmes principes de libéralisme économique après avoir perdu son hégémonie devant les Etats-Unis et l'Allemagne suite à la crise des années 30 et l'abandon de la politique inaugurée par la dérogation à la loi sur le grain de 1826.

Actuellement, le capitalisme magique est principalement une proposition des pays du centre à ceux de la périphérie. Promu par les accords de Bretton Woods, les consignes du consensus de Washington et l'ajustement structural régressèrent. Les pays centraux n'appliquent pas les mêmes critères dans leurs espaces nationaux et dans leurs relations externes. Il suffit de remarquer la multitude d'instruments protectionnistes que l'Europe et les Etats-Unis utilisent.

En fait le dogme du capitalisme magique est surtout utilisé pour les pays d'Amérique latine. Les pays périphériques d'autres latitudes comme l'Asie du Sud-Ouest ont développé leurs propres visions de l'ordre global et donc de leur développement économique. Les résultats sont évidents, alors que nos pays ne peuvent combler leur retard, ils arrivent même dans certaines circonstances à des niveaux de sous-développement et de subordination extrêmes. Il n'est pas difficile de comprendre le capitalisme magique du point de vue des intérêts à court terme des marchés financiers et des multinationales des pays centraux. En revanche, il est plus difficile de comprendre sa prédominance dans les pays périphériques comme ceux d'Amérique latine. Nous avons affaire à une subordination mentale, un trait idiosyncrasique du sous-développement et de la dépendance de l'Amérique latine. Le problème ne se situe pas seulement au niveau



attac

économique, mais il inclut aussi des dimensions historiques et culturelles. Raul Prebisch, dont nous avons fêté récemment le centenaire de la naissance ainsi que d'autres théoriciens d'Amérique latine, s'attachèrent à clarifier ce point. Il convient de les étudier pour réhabiliter une approche scientifique des problèmes de développement économique et social de nos pays.

Aldo Ferrer, Economiste, professeur titulaire de l'Université de Buenos Aires.

Correo Informativo 101 – informativo@attac.org

Traduction : Michel Castaignet, traducteur bénévole coordintrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails.

Vendredi 07 : FR – QUIMPERLE

Samedi 08 : FR – PARIS 11 – CHATELLERAULT – PERTUIS – PERNES LES FONTAINES – CH - FRIBOURG

Dimanche 09 : FR – PARIS 11 – NEUVILLE LES DAMES - CHATELLERAULT

Lundi 10 : FR – MOUANS SARTOUX – LE MESNIL ST DENIS – SOYAUX – ROCHEFORT – CLISSON – ANNONAY – AUBENAS - CREST

Mardi 11 : FR – SOPHIA ANTIPOLIS – ANTIBES – ST CLAUDE FRAT – AIX EN PROVENCE – UZES – CHALONS EN CHAMPAGNE - VALENCE